

15, Passage Dubail, Paris

ABONNEMENTS : France, 1 an ... 22 fr. — 6 mois ... 11 fr. Etranger, 1 an ... 40 fr. — 6 mois ... 20 fr. Compte Chèque Postal : Bardin Alfred N° 1907-31, Paris

# La lutte ouvrière

Organe Hebdomadaire du Parti Ouvrier Internationaliste (Bolchévick Léniniste) - Section Française de la IV<sup>e</sup> Internationale

La lutte contre la guerre sans action révolutionnaire est une phrase creuse et mensongère.

LÉNINE

## Pour combattre la vie chère, expropriation du grand capital !

Les 22 milliards d'inflation de Bonnet, auxquels s'ajoute la dévaluation de 20% commençant à porter leurs fruits amers. Le prix de la vie a fait en quelques jours un nouveau bond, qui est loin d'être le dernier. En quelques jours le pain a augmenté de quatre sous, le lait de quatre sous le litre, le vin de plus de huit sous, la viande, les légumes, dans des proportions encore plus considérables. Les denrées de première nécessité, même dans la statistique la plus réactionnaire (l'indice dépasse 600), ont subi une augmentation de 10 à 20% sous le premier effet des mesures de Chauvignot-Bonnet. Ajoutons-y le prix des transports, le métro à vingt sous, au lieu de quatorze, soit 40% d'augmentation, le ticket d'autobus en augmentation de deux et trois sous. Tels sont les premiers résultats de la « pause continuée » sous la direction de MM. les chefs radicaux. Parallèlement, ces derniers mènent l'offensive contre ce qui reste de l'acquis de juin, et contre les quarante heures, en faveur de l'augmentation de la production. Mais les ouvriers ne sont même pas informés (si non par l'effet dans leur vie) de l'offensive politique des chefs radicaux, puisque l'Humanité ne reproduit que les passages anodins de leurs discours réactionnaires et anti-ouvriers! L'enquête sur

## Action commune des exploités de France et des colonies !

### A la SIMCA-Fiat, les ouvriers posent la question du contrôle sur l'embauche

LES LEÇONS DE LA GREVE ET LA LUTTE POUR LE RENOUELEMENT DES CONTRATS

Chacun connaît la direction de la S.I.M.C.A.-Fiat, agence de Turin, pour être un patronat fasciste de combat. Elle veut reproduire en petit le coup de Citroën en 1934 — rationaliser, licencier, et sortir une nouvelle voiture avec le minimum de frais généraux, de façon à reprendre une place plus large sur le marché. La combinaison présente un avantage financier pour les actionnaires. Elle permet en même temps au patron de se débarrasser des ouvriers les plus révolutionnaires. Elle permet en plus au patronat automobile de sonder la combativité ouvrière et de créer l'atmosphère favorable en vue du renouvellement des contrats collectifs. En face de tels avantages qu'importe à ces MM. de la Fiat, si les ouvriers sont réduits au chômage? Il y a un mois, environ, la direction commença par licencier les ouvriers de Levallois, puis — par licenciement des techniciens — par petits paquets, pour les démoraliser et les diviser. La direction du syndicat se borna à signer devant la commission départementale des conflits, un accord avec les patrons. Aux termes de cet accord les ouvriers licenciés de Levallois devaient être réembauchés « par priorité » à Nanterre. C'était accepter le lock-out. Quant au réembauchage à Nanterre, la mesure était parfaitement dénuée de sens : précisément les licenciements commençaient ces jours derniers à Nanterre.

La riposte des ouvriers fut immédiate. Les responsables du syndicat des métaux vinrent deux fois essayer de trouver un compromis. Mais les ouvriers étaient décidés à la lutte, débattaient le soir même et occupaient la boîte. « Nous étions décidés à la grève, nous dit un camarade ouvrier, même si la CGT ne nous soutenait pas. Nous sentons bien que la lutte est plus sévère qu'en juin 1936. Si on ose essayer de nous déloger de force, nous nous ne nous laisserons pas faire. Nous riposterons coup pour coup. Nous tiendrons jusqu'à la victoire ». En effet, malgré tous les cris et toutes les colportages de la presse réactionnaire — de l'Action Française à l'ère Nouvelle radicale — on est frappé de la résolution et de l'ordre qui règnent dans le camp ouvrier. Inutile de dire que le mouvement est suivi par l'unanimité des ouvriers. Le roulement permet à la moitié des grévistes de se reposer chez eux à tour de rôle pendant que les autres occupent l'usine. Un détail montre la résolution des grévistes. La direction a fait couper le courant; tant pis pour elle; la lumière est fournie par les accus des voitures!

Techniciens et ouvriers doivent s'unir. A Neuport, chez Chausson, chez Chaise, dans de nombreuses boîtes encore, des milliers de francs sont recueillis pour la solidarité. Les petits commerçants des environs aident les grévistes. Ce sont autant de conditions favorables pour la victoire. Mais il ne faut pas se cacher que la lutte sera dure. Le patronat fasciste ne cédera qu'à force. Et pour l'écraser il faut prendre garde à ne commettre aucune faute.

Une faute, c'en fut une, à notre avis de ne pas riposter au lock-out de Levallois. L'accord de la commission départementale de conflit a été un leurre pour les ouvriers de Levallois. Si la direction fermait l'usine de Levallois et licenciait son personnel, il était clair que ce n'était pas pour le reprendre à Nanterre. Les ouvriers de Levallois ainsi que les techniciens ont eu l'impression qu'on les laissait tomber.

## Les partis fascistes et les élections cantonales

C'est assurément un spectacle réjouissant que de lire la presse réactionnaire et fasciste. Maurrassistes, doriotistes, larocquistes, Taittingeristes, Renaudistes, Kerillistes, bonapartistes, Pozzo di Borgoistes, Dongristes, Bucardistes, Clémentistes, Bailluyistes, Lavalistes, Bureistes, chacun d'eux envoie à la figure de ses voisins un certain nombre de vérités bien senties et irréfutables — « vous êtes un vendu, monsieur! » — « vous un lâche! » — « vous un arriviste! » — « vous un menteur! A bouche que veux tu. Tous leurs groupes se sont mis d'accord sur un point, ces derniers temps : sur la vénalité du colonel comte de la Rocque. Là-dessus l'Insurgé fait écho à Choc, le Jour à l'Emancipation. Nous avons vu dans le dernier numéro le dégonflage du pitreux individu. Mais il ne faut pas trop se frotter les mains. En même temps s'opère chez eux un regroupement au profit des groupes les plus nettement fascistes, principalement au profit du P.P.F. de Doriot. Et cela n'est pas sans danger. Depuis un certain temps, Doriot fait un effort systématique pour réaliser, à l'occasion des prochaines élections cantonales le front unique de tous les réactionnaires des royalistes et des fascistes, aux réactionnaires de l'alliance démocratique, des démocrates populaires et du Parti Radical. Il faut signaler que malgré les injures dont les journaux de droite continuent à s'annoncer les uns les autres, ses efforts semblent sur le point d'aboutir. La note la plus discordante est donnée par l'Insurgé, qui — comme on sait est une filiale plus violente de l'Action Française. J. P. Maxence y préconise l'unité... à la base « en dépit des Fronts rivaux et des vagues unions nationales » et il ajoute gentiment : « L'unité à la ba-

se, solution qui ne fait le jeu d'aucun candidat au pouvoir, d'aucun prétendant aux enveloppes ministérielles — voilà la solution du salut, même sur le plan électoral ». Toutefois on ne doit pas oublier que les royalistes se sont jusqu'à présent abstenus de participer aux élections, sauf exceptions. Quant aux autres groupements fascistes ils se sont à peu près mis d'accord sur le principe d'une candidature unique de la réaction. Le P.S.F. qui jusqu'ici faisait bande à part orgueilleusement est obligé de mettre les pouces. Dans le jargon qui tient lieu de français au colonel encaisseur, le P.S.F. communique qu'« il insiste sur la nécessité d'obtenir chez les adversaires du communisme et de leurs alliés, qu'ils soient dirigeants des partis, candidats ou électeurs, les disciplines nécessaires à la constitution d'une candidature unique dès le premier tour ». On peut traduire semble-t-il que le colonel accepte le principe d'une candidature unique réactionnaire. Doriot marque le coup. Et Choc se réjouit de voir le colonel dégonflé réduit à capituler. Pendant que le grand argentier de Kerillistes engage une vaste entreprise pour financer « à la fois le Front de la Liberté, l'alliance démocratique, le Parti démocrate populaire et le P.S.F. », les démocrates populaires, l'alliance démocratique essayent dans plusieurs endroits — comme le propose par exemple le congrès des démocrates populaires bretons, de former avec les radicaux une sorte de « centre modéré ». Mais il est certain que, dans la plupart des cas ils seront englobés dans la combinaison fasciste. Jamais non plus la sollicitude des fascistes à l'égard des radicaux n'a été si grande. Ils sont tous d'accord pour leur rendre la main.

Les licenciements se multiplient. On connaît les provocations patronales qui firent déborder la colère ouvrière : un ouvrier licencié à la suite d'un accident de machine, le délégué d'atelier licencié pour avoir pris sa défense, la chaîne arrêtée par un chef fasciste sous prétexte qu'il n'y avait plus de travail et les ouvriers ayant réagi, licenciement de 50 camarades. C'en était assez!

### Après l'enlèvement de NIN, l'enlèvement d'Erwin Wolf

Il y a déjà plusieurs semaines, les journaux ont annoncé l'arrestation à Barcelone d'une série de journalistes étrangers, parmi lesquels Erwin Wolf, qui était correspondant pour le News Chronicle de Londres. Comme des dizaines d'autres étrangers Wolf fut arrêté par la Guépéou, sans aucun mandat et mis au secret. Les soi-disant « autorités » de Valence et de Barcelone sont les premières à ignorer à toute cette action contre-révolutionnaire de la police stalinienne. Déjà une série de camarades étrangers ont dû être libérés. Ce fut récemment le cas des camarades américains Harry Milton et Krehm, de Thalman et de sa compagnie. Aucun d'eux ne subit jamais aucun interrogatoire d'accusation, ni ne passa devant aucun juge. Mais la Guépéou agit comme en pays conquis. Wolf fut arrêté une première fois le 27 juillet, puis relâché le lendemain. Il s'apprêtait à quitter l'Espagne, tout à fait régulièrement lorsqu'il fut arrêté, le 31 juillet. Depuis, plus aucune nouvelle de lui. Le bruit avait couru que, comme d'autres, il avait été transféré à Valence. En réalité il a été enlevé, comme Nin et des dizaines d'autres, par les staliniens ! Il faut exiger sa liberté immédiate, élever une protestation internationale. Wolf s'était rendu en Espagne postérieurement aux événements de mai ; seule la haine contre-révolutionnaire des staliniens l'a désigné comme victime. Empêchez un nouveau crime !

### M. Dormoy a oublié l'appareil à sous de l'Etat !

Bref, nous approuvons la suppression des appareils à sous? — Bien sûr! Ainsi que le P.M.U. et les grues mécaniques... — Hum, c'est que... le P.M.U. demeure et les grues mécaniques aussi... N'empêche que c'est une grande mesure du gouvernement et qu'il a prise de sa propre initiative! Pour une fois! — Oh, Monsieur Bonnet sait ce qu'il fait. Il veille sur les porte-monnaies avec la sollicitude d'une mère de famille. Dame! avec le métro à 20 sous, les timbres à treize sous et le reste... Monsieur Bonnet, par souci d'équilibre n'a-t-il pas construit lui-même un gigantesque appareil à sous qui remplace avantageusement tous les autres? La roulette distributrice des jetons qu'on pouvait consommer sous forme de Pernods. Mais l'appareil-à-sous-des-décrets-lois-Bonnet, lui, est rigoureusement à sens unique. Pas de danger d'en recevoir quoi que ce soit, allez! — Comme vous voyez, il y a un appareil à sous et appareil à sous. C'est comme la Loterie Nationale, qui n'est pas supprimée, Dieu merci, par le gouvernement. Ce n'est pas un appareil à sous, d'abord. C'est un appareil à francs et même à billets de cent francs. De mauvais français diront que c'est un jeu de hasard et que si ça rapporte des dizaines et des centaines de millions, ces millions sont escroqués à des dupes — et que c'est immoral au même titre que les escroqueries des autres jeux de hasard. Mais ces millions vont au Budget National, à la Défense Nationale, comme tout ce qui est National! A la bonne heure! Car, tout ce qui est National est nôtre, comme disait... au fait, qui donc dit cela?

La sinistre politique qui a conduit à Clichy et à Metlaoui, vient de donner Méknès avec son bilan de 15 morts et de 70 blessés. Nous avons montré à plusieurs reprises dans ce journal comment la famine ravageait l'Afrique du Nord et comment le gouvernement de Front Populaire défendait à peine en face des masses misérables les intérêts les plus sordides de l'impérialisme. Les événements de Méknès sont directement issus de cette situation. La manifestation du 1<sup>er</sup> septembre comme la manifestation tragique du 2 se déroulaient sous un double mot d'ordre : du pain, de l'eau! Depuis longtemps déjà nous avons signalé la situation du sud. La question se pose pour tout le pays. La presse officielle est obligée d'avouer aujourd'hui la véritable situation. La Vie Marocaine du 2 septembre était contrainte d'écrire qu'on ne trouvait plus de semoule à Casablanca. La semoule est une denrée traditionnelle et essentielle du Maroc. Plus de semoule signifie plus de couscous. Le même journal ajoutait que la consommation normale de Casablanca exigeait 4 à 5 mille quintaux de blé dur. En réalité, précédemment, on avait fourni à peine le dixième. Cependant ce blé existe. Les spéculateurs derrière la Résidence et le gouvernement de Front Populaire le stockent, ce qui amène une élévation constante des prix. Aujourd'hui il faut ou se passer de couscous ou le payer pour le moins le double. Et ce n'est pas pour rien que les

manifestants du 2 septembre à Méknès, exaspérés par les provocations policières, se sont précipités au marché aux grains de Bab Berima. Les masses crèvent de faim, alors que quelques gros colons tirent de gras bénéfices de cette misère. Le problème de l'eau n'est pas moins à l'ordre du jour. Sans eau, impossible de cultiver les maigres champs qui n'ont pas été arrachés aux indigènes par les colons expropriateurs. Méknès est alimenté par l'oued Boufekrame. On avait déjà dans le passé prélevé vingt litres seconde pour les colons de Panout. Il s'agissait aujourd'hui d'en finir et de détourner l'oued au seul profit des gros propriétaires, c'est-à-dire de jeter dans la plus noire misère tous les petits cultivateurs indigènes. On fit tout et si bien qu'un jour l'eau manqua dans une mosquée à l'heure des ablutions. La famine d'eau et de pain. C'est sur la base de ces faits, que le 1<sup>er</sup> septembre un groupe de manifestants monta à la Ville Nouvelle pour protester devant les services municipaux et réclamer de l'eau. La réponse ne se fit pas attendre. Des corps de police furent habilement rassemblés et cinq militants arabes furent arrêtés : il s'agit de Ahmed ben Choukroun, Mohamed Barada, Moulay Adress Menouj, Mohamed ben Azzou, et Ould Madani Slaoui. Le lendemain ils étaient jugés au tribunal du Pacha, et condamnés à trois mois de prison pour avoir osé protester et exiger le pain et l'eau. (suite page 2)

## Les trusts fortifient leur position grâce à la Société Nationale des Chemins de Fer

Le gouvernement Blum avait pratiqué le système des nationalisations et nous avons vu, que ces nationalisations eurent pour résultat, sans soustraire en rien l'Etat capitaliste à l'influence du capital financier : 1) de donner des centaines de millions aux marchands d'avions et de matériel de guerre, 2) de mettre le personnel « nationalisé » dans une situation matériellement diminuée, tout en permettant à l'Etat-major de soumettre un secteur ouvrier à la prépondérance croissante du régime militaire. Avec Bonnet, nous avons une sorte de demi-nationalisation, qui assure aux forbans du rail tous les avantages du renflouement et de la protection de l'Etat (c'est-à-dire, en l'espèce, des sous des ouvriers et des paysans), sans même le moindre inconvénient de la discipline étatique. Ces messieurs feront exactement ce qu'ils voudront. La Société nationale des chemins de fer se compose d'un Conseil central où se trouvent les plus gros représentants du capital des moyens de transport. Pour tromper les ouvriers, on a mis dans le Conseil une majorité de représentants de l'Etat (le gouverneur de la Banque de France, le vice-président du Conseil d'Etat). Mais il n'est même pas besoin de rappeler l'exemple de la Banque de France, devenue par le même procédé « la Banque de la France », pour avoir le moindre doute, sur la nature de tels trompe l'œil : les hauts fonctionnaires de l'Etat capitaliste sont au service du capital, et non de « l'intérêt général » (?) et du peuple (?), contrairement à ce qu'enseigne la grande presse, ainsi d'ailleurs que l'Humanité et le Populaire.

la C.G.T.), sinon jouer le même rôle que M. Jouhaux à la Banque de France, c'est-à-dire apporter une caution aux deux cents familles? D'autant plus que les représentants du personnel ainsi nommés sont exclus du Comité de direction qui se superpose au Conseil d'administration. On ne peut sans mentir, laisser la moindre illusion sur cette forme de représentation du personnel, sans compter que, même si elle était assurée d'une manière plus parfaite, ainsi que le demande l'Humanité, elle ne signifierait pas autre chose qu'un organisme de collaboration de classe, où le représentant du personnel assiste impuissant à la politique du capital financier. Cela ne peut qu'engendrer des illusions et retarder la lutte directe. Mais le « Gouvernement de Front populaire », second du nom, pousse l'avarice jusqu'à contester le droit à messieurs les dirigeants stalinistes des syndicats de s'enchaîner à l'Etat capitaliste. D'où « l'opposition constructive » de l'Humanité. Voici pour la partie administrative. Mais le mécanisme financier de la grande « réforme » est encore plus édifiant. Tout d'abord c'est le royal cadéu, imité des « nationalisations » de Blum-Faure. Une indemnité d'éviction de 695.519.000 est versée à MM. Rothchild et Cie. « L'Etat » (c'est-à-dire qu'il s'agit des paysans, des travailleurs) prend en charge le déficit. A ce déficit s'ajoute cette « indemnité » (indemnité pour quoi? pour nous avoir volé pendant 50 ans?), ainsi que les intérêts. On pourrait croire qu'une fois servis MM. les capitalistes se sont retirés, tout en maintenant l'Etat sous leur coupe par le moyen de la dette publique et du contrôle du marché. Nullement. Ils sont d'abord dans le Conseil de direction, comme (suite page 3)

(suite page 4)

(suite page 4)

(suite page 3)

(suite page 3)

## Le massacre de Meknès

(suite de la page 1)

C'est alors que se forma une manifestation d'environ deux mille arabes, qui rapidement draina la foule de la Médina. On veut aujourd'hui tourner le film classique : la foule a provoqué. Mais comme toujours tous les morts sont du côté des manifestants. La « grande » presse est obligée d'avouer que la manifestation comprenait un grand nombre de femmes et d'enfants. Les légionnaires et les spahis chargent par trois fois place St-Hedim.

Le Petit Marocain du 3 septembre peut être traité de partial sinon comme avocat des colons, est contraint de citer ce petit fait bien indicatif : ayant que rien ne se soit encore passé on voit deux légionnaires faire « le geste instructif (sic!) de déchirer à belles dents un paquet de cartouches, voulant tirer. Mais le lieutenant les empêcha ». On sait ce que cela veut dire. Les esprits étaient bien préparés à la provocation. Et le même journal ajoute : « Ce fut une véritable bataille rangée. Des hommes tombaient. Des femmes aussi. Des cris de douleur jaillissaient. Les corps s'effondraient. C'était lamentable ». Les corps qui s'effondraient étaient ceux des manifestants. Le tout se chiffra par quinze morts, soixante-dix blessés.

Déjà lors, Meknès est en état de siège. Dans la Médina, aucune activité n'a repris sérieusement. D'après les informations de la presse officielle des avions survolent le centre de la ville où se sont regroupés en partie les manifestants. La troupe garde les portes de la Médina, et stationne sur les hauteurs, surveillant les routes et les chemins qui conduisent à la ville haute.

Le Petit Marocain du 4 août nous apprend qu'on a contraint les familles de hâter les obsèques des manifestants tués. Elles durent avoir lieu le jour même à 21 heures. Le même journal ajoute : « On avait même pris la précaution d'interrompre le courant électrique en Médina, de telle sorte que celle-ci était plongée dans l'obscurité la plus complète. Des projecteurs puissants que l'on avait placés sur des hauteurs dominant la ville ancienne balayaient de leurs faisceaux les petites maisons massées. Mais rien ne bougea ».

Une telle politique doit cesser. Les ouvriers français doivent se solidariser dans les actes avec leurs frères d'oppression de l'Afrique du Nord. En face d'une telle situation plus que jamais : création de comités de paysans, d'ouvriers, d'artistes pour mettre la main sur les docks-silos, pour contrôler la distribution de l'eau, plus que jamais mouvement de masse pour exproprier les colons expropriateurs, pour une nouvelle répartition des terres!

## L'arrestation de Messali

Tout élément capable de devenir une opposition révolutionnaire continue d'être férocement réprimé en Afrique du Nord. Le gouvernement Chautemps-Blum tient à remporter les palmes, comme toujours de l'impérialisme et de la colonisation.

Messali Hadj, président du Parti du Peuple algérien, et cinq membres du Comité Directeur du P.P.A. : Mostefa Mohamed, Ben Boualain Khalil, Ben Aomar, Lahouel Meouine, Zakaria Mourdi, Ghernaïf Brahimi, viennent d'être arrêtés le 28 août.

Ils ont été enfermés à Barberousse en vertu du décret Régénier pour « propagande contre le gouvernement français en Algérie et reconstitution de Ligue dissoute ».

En réalité, ils sont frappés parce que la misère est de plus en plus angoissante et pousse les masses vers des solutions révolutionnaires. La population laborieuse d'Algérie, combat le plan Violette et la politique d'oppression dans laquelle rivalisent PPF, PSF, d'un côté, et P.P. de l'autre. C'est pour cela que ses militants sont frappés. 50.000 colons veulent dominer sur 8 millions d'Algériens comme Hitler et Mussolini dominent en Allemagne et en Italie. Mais le réveil de l'Afrique du Nord contre l'impérialisme est un fait grandiose que rien n'arrêtera. Les ouvriers français l'aideront de toutes leurs forces avec la Quatrième Internationale.

Mais il s'est heurté à la volonté des

LE MEETING DU P.P.A. Le Parti du Peuple Algérien avait organisé à Wagram un meeting de protestation le vendredi 3. Quatre orateurs Nord-Africains prirent la parole, ainsi qu'un camarade du Rassemblement Indochinois. Ferrat, parla sur la misère des fellah sans rien dire sur la politique des partis réformistes. D. Guérin essaya de calmer les esprits en prêchant la confiance dans la Commission Coloniale du P. S.

Notre camarade Roussel représenta le P.O.I. Il rappela le soutien accordé par le P.O.I. au mouvement national révolutionnaire algérien. Il posa franchement le problème du « séparatisme » : se séparer de qui? Des ouvriers français? La salle répondit : non, affirmant sa volonté de lutter contre l'impérialisme et le fascisme. Mais se séparer des colons exploités, de la bourgeoisie française exploitée, oui! Les mots d'ordres de notre parti furent bien accueillis. Roussel mit les auditeurs en garde contre certains courants racistes ou nationalistes bornés qui existent chez eux. On ne peut pas dire, comme certains, qu'il faut être « indépendants » de tout, aussi bien du fascisme, que du trotskysme. Il faut une lutte commune des ouvriers français et algériens. Et il faut aider le prolétariat algérien à former des comités de masse pour l'élection d'une Assemblée Nationale Algérienne représentant véritablement les ouvriers et paysans d'Algérie!

Plus de 1.500 travailleurs algériens assistaient à ce meeting de solidarité — que toute la presse, bien entendu, passa sous silence.

## L'Indochine ouvrière en lutte

Honel, député de Clichy, a été précher aux travailleurs indochinois la défense de l'impérialisme français

Saïgon, 1<sup>er</sup> septembre. — Honel, le fameux bureaucrate de Clichy est venu à la rescousse des stalinistes locaux. D'abord, ayant en tête que le stalinisme est quelque chose en France, et mal renseigné par ses camarades, il croyait possible de nous isoler des masses. Il refusa de voir Tran Van Tach, sous prétexte que celui-ci est trotskyste. L'opinion ouvrière et progressiste a été unanime à critiquer son sectarisme borné. Il a dû céder et recevoir une délégation ouvrière de Saïgon conduite par les bolcheviks-léninistes; on lui a remis une déclaration. Il a joué au démagogue en demandant des renseignements sur les revendications. Les ouvriers lui ont répondu pondû sur les résultats des démarches de coulisser; ils lui ont dit qu'ils étaient des délégués et non de simples ouvriers, et qu'ils voulaient connaître les moyens préconisés par le P.C. pour faire aboutir les revendications.

Honel leur reprocha leur ultimatum. A la fin il promit qu'il y aurait « des campagnes de presse, des meetings ». Les ouvriers lui ont demandé de signer un télégramme pour demander au P.C. de faire un meeting à Paris sans délai. Il refusa prétextant qu'il ne fallait pas effrayer les alliés radicaux, voir le danger fasciste, etc... Mis au pied du mur, il répondit : « Même si j'étais d'accord, je ne signerais pas le télégramme, car actuellement à Paris, c'est les vacances; il ajouta que ce n'était pas lui qui dirigeait le P.C. On lui répondit qu'il pouvait bien proposer. Mais cet agent stalinien se fâcha.

Il obtint l'autorisation de faire un meeting avec les socialistes locaux sur l'œuvre du Front Populaire. Il refusa la participation de La Lutte, refusant aussi la contradiction. Un tract dénonçant cette attitude de diviseur du prolétariat indochinois fut distribué. Tous les orateurs socialistes refusèrent de prendre la parole; le principal d'entre eux déclara qu'il aurait attaqué le F. P. et soutenu La Lutte, qui représente les exploités. La presse s'en mêla. Pour gagner les bonnes grâces du gouvernement, Honel expliqua qu'il s'agissait d'un meeting entre les trotskystes. Mais au dernier moment, le meeting ne se tint pas. La salle était fermée; et près de 3.000 ouvriers s'étaient dérangés. M. Honel l'a échappé belle!

La Lutte du 22 août donne une série d'informations très précieuses sur la mission d'Honel et la besogne de diviseurs des agents stalinien.

D'abord, il faut savoir que le gouvernement général refusa à Honel l'entrée en Annam et au Tonkin. A ce sujet, La Lutte écrit ceci :

Nous, communistes de la IV<sup>e</sup> Internationale, partisans d'un gouvernement ouvrier-paysan édifié d'une société sans classe, nous déclarons que la République démocratique et bourgeoise, malgré ses vices et ses tares, représente un énorme progrès par rapport aux institutions médiévales dont souffrent 20 millions d'Indochinois. Nous partageons l'indignation de M. Honel et troupons intolérable qu'on le traite, lui, député français, républicain et Front Populaire par surcroît, comme le dernier des suspects.

El nous attendons que lui et ses amis à la Chambre réclament bientôt, sous menace de combattre tout gouvernement qui s'y oppose, un référendum en Indochine pour connaître si les indigènes sont pour ou contre la substitution du statut républicain au régime féodal.

Mais de cela, Honel n'a cure. Son but était d'essayer d'obtenir la légalisation du parti stalinien, comme soutien chauvin du F. P., et l'écrasement du trotskysme, selon le mot d'ordre du patron Staline.

Mais il s'est heurté à la volonté des

Depuis de nombreux mois, les pourparlers de fusion entre le Parti Communiste et le Parti Socialiste demeuraient stationnaires. Chacun, d'un côté comme de l'autre, se tenait sur une prudente réserve, bien que parmi les masses, la mystique de l'« unité » ne se soit pas éteinte.

Depuis quelque temps et en particulier depuis la séance du Comité Central du P. C. tenu les 22 et 23 juillet dernier, les stalinien semblent fermement décidés à aller vite et fort et à en finir avec la S.F.I.O.

Sur ce terrain et dans ses grandes lignes, il n'apparaît pas de divergences dans les sommets, étant entendu que l'enseignement le plus élémentaire de la lutte des classes, de la lutte révolutionnaire, de la lutte antimilitariste seront complètement laissés pour compte y compris la notion de ce que doit être le véritable parti marxiste du prolétariat.

Timidement, quelques noyaux et courants de la social-démocratie essayent de résister et de rappeler certaines vérités élémentaires et fondamentales, mais sans aucun espoir et sans aucune chance de triompher, écrasés et étouffés qu'ils sont par l'appareil bureaucratique du Parti.

Le P. C. beaucoup plus sensible à la volonté des grandes masses prolétariennes, joue sur la volonté

masses de maintenir leur unité révolutionnaire pour leur défense. Il s'est même heurté à une forte résistance parmi les stalinien indochinois. Le Conseiller Tran Van Tach a publié un article défendant La Lutte et reportant toute la responsabilité de la scission sur les ordres de Moscou.

La Lutte rapporte l'épisode suivant: M. Honel rencontra « une personnalité importante de la colonie », qui lui dit: « Vous affirmez que les communistes de la III<sup>e</sup> Internationale ne sont pas hostiles à la domination française en Indochine? Mais que signifie alors cet article antimilitariste paru dans l'Avant-Garde du N° 4? » « Ce n'est pas possible, proteste M. Honel. Cet article ne doit pas exister. On bien c'est l'œuvre d'un trotskyste ou d'un fasciste! »

Or, l'article en question, explique très bien que la défense nationale, pour le peuple indochinois, nécessite l'éviction de l'oppression française...

Nous reproduisons par ailleurs les propositions que la délégation de nos camarades a soumise au député de Clichy : tous les travailleurs doivent les connaître et les soutenir!

LES GREVES EN INDOCHINE

Le 15 août, la grève des cheminots du réseau non concédé du Sud-Indochinois était virtuellement terminée. Ce conflit énorme, qui marque l'entrée des masses ouvrières indochinoises dans la lutte de classes consciente, n'a été connue en France que par La Lutte Ouvrière!

L'administration des Chemins de fer consent à inscrire tous les ouvriers qui se présentent à ses bureaux, sans promesse de réembauchage. Les spécialistes seront sans doute repris, mais les autres seront recrutés au fur et à mesure des besoins.

Mais la répression continue... Quatre grévistes arrêtés. La Sûreté a arrêté 2 délégués nommés Hien et Haan et les 2 mécaniciens Chi et Tuong. 85 cheminots ont été démissionnés de leurs emplois, comme meneurs.

Signalons le mouvement des 500 ouvriers des maisons Ong-Tich, Chau-Ky, Ah Young et Pen Cam, qui ont arraché une augmentation de 10 pour cent.

Grève des scieurs à Long-Xugin pour une augmentation de 30 p. 100, ainsi qu'à Vinh.

On ne peut pas nier que le Gouvernement connaît nos revendications. Les journaux ouvriers de ce pays, le Rassemblement Indochinois en France a maintes fois soumis au ministre le cahier de revendications du peuple indochinois. Extrayons-en les points essentiels :

- Amnistie intégrale,
- Octroi des libertés politiques (liberté de presse, de réunion, d'association, de voyage),
- Liberté syndicale (lois de 1884 et 1920),
- Suppression du mandarinat. Epurant dans l'administration coloniale. Parlement indochinois élu au suffrage universel, direct et secret.

Application des lois sociales (semaine des 40 heures, congés payés, délégués ouvriers, assurances sociales).

Suppression de l'impôt personnel.

Aide aux paysans pauvres (crédit agricole populaire, octroi du fonds colonial aux paysans cultivateurs).

Depuis un an, les diverses couches de populations indochinoises réveillées après les dures années de répression, font bloc pour soutenir ces revendications. Vous êtes au courant du mouvement dit du Congrès Indochinois et des comités d'action, du mouvement gréviste de décembre-janvier, des manifestations paysannes. Vous venez d'assister encore à la grève des cheminots. Ce qui nous manque, vous devez en convenir, c'est le soutien efficace de nos frères, les travailleurs français.

Vous êtes membre d'un parti qui se réclame des travailleurs. Ce parti dispose de soixante-douze sièges à la Chambre et de quelques centaines de mille membres dans les masses. Il influence la C.G.T. Il peut donc appeler les travailleurs français à notre secours quand ici nous engageons une lutte difficile.

Nous proposons à votre parti d'entreprendre une offensive au sein du Parlement et aussi dans les masses contre le capital colonial pour faire aboutir nos revendications essentielles et pour nous soutenir dans notre lutte.

A — Que par l'intermédiaire de ses députés il dépose une série d'interpellations à la Chambre pour :

1<sup>o</sup> faire cesser cette campagne de répression et de terreur qui sévit en Indochine; la poursuite contre les militants ouvriers; la saisie systématique des journaux ouvriers. Respect de la loi de 1881 sur la presse et de la liberté individuelle

2<sup>o</sup> amnistie intégrale aux détenus politiques.

3<sup>o</sup> octroi des libertés politiques élémentaires (liberté de presse, aussi bien française qu'indigène, liberté de réunion, d'association, de voyage), suffrage universel.

B. — Si le gouvernement se refuse aux réformes, que les députés communistes marquent leur protestation par un vote public.

C. — Que le parti mobilise les masses pour notre soutien. Qu'une série de meetings soient organisés à Paris, dans la banlieue rouge et dans les principales villes de France pour saisir l'opinion publique sur la politique réactionnaire du gouvernement de l'Indochine. Qu'il mobilise les organisations de masses sur lesquelles il a l'influence (C.G.T., Secours populaire, Rassemblement populaire) dans le même sens.

D. — Que vous, personnellement, vous interveniez tout de suite pour que les journaux ouvriers puissent paraître immédiatement conformément à la loi de 1881, que la liberté syndicale (lois de 1884 et 1920) applicable en Cochinchine soit reconnue; que la liberté de voyage soit respectée; plus d'expulsion.

Nos salutations ouvrières.

Comment se prépare

«l'unité organique»?

d'unité des masses et en profite pour faire pression sur l'état-major S.F.I.O. complètement débordé, qui recule et veut retarder l'échéance redoutable pour lui.

Les propositions de Thorez (réunions régulières des groupes parlementaires P. C., P. S., en commun; réunion de la C.A.P. et du C.C.; échanges de rédacteurs réciproques à l'Humanité et au Populaire, assemblées communes des sections socialistes et communistes) avaient l'avantage aux yeux des masses, d'être précises, concrètes et de prouver la volonté unitaire du P. C.

Dans une lettre du 27 août, Paul Faure au nom de la C.A.P. opposait pratiquement une fin de non recevoir, demandant qu'au préalable le comité d'unification se soit mis d'accord sur la charte, les statuts, la démocratie intérieure du futur parti unique.

Il s'agit en effet pour la S.F.I.O. de gagner du temps. Les dirigeants socialistes sont terrorisés à l'idée de l'unité. Ils savent qu'ils seront rapidement réduits à néant et complètement liquidés.

La mathématique parle toute

seule. A l'heure actuelle, le P. C. approche des 300.000 adhérents contre 200.000 au P. S. L'Humanité a 400.000 exemplaires contre 200.000 le Populaire. Les J.C. comptent 100.000 adhérents (qu'ils disent!), contre 50.000 aux J.S.

En province, dans les campagnes, c'est plus systématique encore. Tel petit canard communiste régional qui l'année dernière tirait à quelques 10 mille exemplaires, approche aujourd'hui des 80 et 100 mille exemplaires.

Dans la C.G.T. les stalinien mettent la main sur tous les syndicats importants, sur les coopératives, etc.

De là, la peur, l'angoisse des dirigeants, des élus, des secrétaires fédéraux S.F.I.O. De là les hésitations, les tergiversations, les reculs, les manœuvres des social-démocrates qui veulent conserver leurs mandats, leurs postes, leurs prébendes.

Ne pouvant pas résister et faire opposition à la volonté des communistes, sur les principes du marxisme révolutionnaire, ils en sont réduits à apparaître aux yeux des masses comme de pauvres débris

## La guerre en Méditerranée et la Conférence de Nyon

La stagnation de la guerre en Espagne entraîne une participation de plus en plus active des principaux impérialismes dans la lutte, principalement en Méditerranée. L'Allemagne avait inauguré la capture de navires et les bombardements pour le compte de Franco. L'Italie vient de faire de nouveaux pas dans cette voie, pour hâter la victoire de Franco avant l'hiver. Elle s'est systématiquement attaquée, par sous-marins, aux transports de munitions, de combustibles et d'approvisionnement pour la « République ». De leur côté, les gouvernements français et anglais tirent les ficelles des deux côtés, afin, comme Blum l'a avoué à Vélizy (le 6 août), d'imposer en temps voulu le compromis qui sauvegarderait, sur le dos du prolétariat espagnol, les intérêts de la City de Londres et de la Bourse de Paris.

La guerre maritime en Méditerranée oblige l'Angleterre à tenter un arbitrage entre la France, l'Italie, l'URSS et les Etats « riverains ». Or, tous ces Etats, la Grèce, la Turquie, la Syrie, la Palestine, l'Egypte, la Lybie, la Tunisie, la Yougoslavie, l'Albanie, sont plus ou moins les serviteurs et les esclaves des grandes puissances impérialistes : Italie, France, Angleterre.

Pour sa part, l'URSS cherche à protéger les voies d'accès de la Mer Noire, dans un but de défensive. Quant à l'Espagne non-fasciste, elle est écartée des discussions impérialistes méditerranéennes justement parce que, le prolétariat y joue encore un rôle considérable, et que, pour préparer le compromis, Londres et Paris voudraient voir Franco à la même table que Negrin.

La Conférence méditerranéenne qui va se tenir à Nyon n'a rien à voir, comme les radicaux et Cie voudraient le faire croire, avec un tribunal des « forces de paix » où seraient jugés les Etats fascistes. Ce cliché — trop répandu grâce à la propagande stalinienne, hélas! — n'a rien à voir avec la réalité.

## En Espagne

La place nous manque pour publier dans ce numéro toutes les informations nécessaires sur la situation en Espagne.

Une délégation qui s'est rendue à Valence a ramené une série d'informations qui vérifient entièrement nos appréciations antérieures :

1<sup>o</sup> Irujo, ministre de la Justice, a menti sciemment, en déclarant par écrit, il y a un mois, qu'il avait vu Nin en prison. Il ressort du début d'enquête que Nin n'a jamais été dans une prison d'Etat, jamais ni par un représentant « officiel » de l'Etat. Il a été enlevé et assassiné par le commandant russe de l'état-major Orlov.

2<sup>o</sup> Le gouvernement a mis debout le texte de l'acte d'accusation contre le P.O.U.M. Tout en écartant certains faux trop patents, le rapport du juge d'instruction accuse le P.O.U.M. « s'étant mis d'accord avec des individus étrangers appartenant à la Gestapo allemande, qui jusqu'à présent n'ont pas été présentés, réalisés au cours du mois de mai dernier, à Barcelone, dans le but de troubler l'action du gouvernement, des actes hostiles à celle-ci avec caractère secret ou réservé, ainsi qu'un soulèvement de type militaire ».

Cette accusation ne peut être basée que sur le faux et la provocation! C'est pourquoi il faut renforcer la campagne de protestation, en se rappelant que le procès de Valence n'est qu'un autre procès de Moscou, et qu'il prélude à des tentatives de procès analogues — à Paris. Ces tentatives seront brisées.

condamnés par l'histoire, montant la garde non autour de la doctrine révolutionnaire, mais autour de leurs fromages...

Mais en définitive tout cela ne changera rien, les communistes sont prêts (et les derniers articles de Monmousseau et de Duclos le prouvent) à faire toutes les concessions nécessaires aux socialistes pour réaliser la fusion, avec l'arrière-pensée de se rattraper largement quelques mois plus tard.

Pour le moment les stalinien s'appuient sur le groupe Zyromski, qu'ils montent systématiquement en épingle et qui apparaît déjà comme le secrétaire probable du futur parti unique.

Celui-ci dans la coulisse s'y prépare en accord avec les dirigeants du P.C. Il a besoin d'être épaulé, soutenu des deux côtés à la fois. Le soutien communiste lui est assuré dans la mesure où, dans la S.F.I.O. et publiquement, il défend pratiquement leur politique dans tous les domaines.

Dans le P. S. il cherche déjà ses lieutenants, ses hommes « d'appareil ». N'est-ce le rôle que devra jouer Ferrat, qui donne son adhésion à la S.F.I.O.?

Ferrat et son groupe en effet ont combiné dans la coulisse leur soutien à la politique de Zyromski et cela à la grande fureur de la Gauche Révolutionnaire.

Voilà où a conduit la politique

La Conférence de Nyon ne diffère pas dans son but du Comité de non-intervention de Londres. C'est un conciliabule pour permettre aux impérialismes dirigeants d'essayer d'aplanir leurs différends, de négocier, de se partager des bénéfices et des positions avantageuses — sur le dos du prolétariat espagnol et international.

Le recul de la révolution prolétarienne en Espagne a signifié une avancée du capitalisme. Les dangers d'un déchaînement général de la guerre s'est rapproché. L'Angleterre, gravement engagée et atteinte par la guerre en Chine, veut rétablir l'équilibre des puissances capitalistes européennes qui lui est si profitable. Elle a fait tout son possible, avec l'appui de Delbos, pour faciliter les victoires de Franco. Ses agents Prieto et Cie ont enregistré défaites sur défaites. Mussolini et Hitler ont voulu précipiter leur avance par une impitoyable guerre sous-marine. L'Angleterre intervient alors pour faire respecter le « fair play », c'est-à-dire le jeu qui assure sa suprématie.

L'attitude de l'URSS, désignant l'Italie comme l'agresseur des bateaux marchands, ne modifie rien à cet état de choses. S'il s'agit d'un geste d'intimidation, il serait beaucoup plus efficace de couper à l'Italie toute possibilité de pétrole et de grains. Mais, pour l'URSS il ne s'agit pas de défendre la révolution socialiste, seule pacificatrice possible, en Espagne; il s'agit de défendre sa propre position nationale en Méditerranée, c'est-à-dire la liberté du trafic des Dardanelles. Les évolutions des sous-marins dans la mer de Marmara ont inquiété la diplomatie de Staline-Litvinov. Mais, le soutien par l'URSS du gouvernement Azana, s'est déjà révélé comme la contre-partie de l'écrasement du prolétariat révolutionnaire.

La Conférence de Nyon reste dans la ligne de toutes les entreprises de la Société des Nations : une entente entre brigands pour s'opposer à la montée révolutionnaire nouvelle des masses souffrantes et exploitées.

## Déclaration faite au représentant de « Mexico al Dia » sur la guerre civile en Espagne

On ne peut vaincre dans la guerre civile que par un programme audacieux donnant satisfaction aux aspirations du peuple. Les succès militaires de Franco sont déterminés par la politique que Staline impose au gouvernement de Negrin : la politique de la conservation sociale dirigée contre les masses ouvrières et paysannes.

Après une série de défaites, Staline essaie de rejeter la responsabilité sur l'aile gauche, en présentant ses chefs comme des agents de Franco. D'où les assassinats ignominieux de Nin et autres chefs du P.O.U.M., accomplis par la Guépouk. Si cette politique continue encore un ou deux mois, la défaite de la révolution deviendra un fait accompli. Il faut libérer le peuple espagnol de la domination de la bureaucratie de Moscou. Il faut lui donner un gouvernement et un programme révolutionnaires. Dans ce cas-là la victoire complète de la révolution est assurée.

L. TROTSKY.

16 août 1937.

## La guerre en Chine

Malgré toutes les tentatives de marchandage de Tchang Kai Chek et du Kuomintang, la guerre nationale en Chine embrasse de plus en plus larges couches et le Japon est obligé d'engager des forces considérables, non seulement dans la Chine du Nord, mais dans la région de Shanghai, et maintenant dans la région de Canton et de Amoy, face à Formose.

Il s'avère aussi que le déploiement de la guerre signifie inévitablement un affaiblissement de la position du Kuomintang, la nécessité pour les travailleurs de Chine de s'organiser en toute indépendance pour mener la guerre anti-impérialiste avec ses propres objectifs.

La place nous manque dans ce numéro pour examiner plus longuement la question.

Dans la prochaine Lutte nous publierons des extraits principaux de la résolution que le Bureau de la Quatrième Internationale vient d'adopter sur la guerre en Chine, ainsi que de très importants documents transmis par les bolcheviks-léninistes chinois.

«réaliste», louvoyant de Ferrat et l'absence de principes et de perspectives du groupe Que Faire. Se refusant à se prononcer sur le nouveau Parti révolutionnaire et la Quatrième Internationale, Ferrat en est réduit à devenir l'appui d'un social-patriote comme Zyromski.

Car en fin de compte, c'est le problème de la guerre qui décidera de la fusion. La domination du P. C., cela signifie la domination sans partage de la politique extérieure de Staline sur la France. C'est pour cela que la bourgeoisie appuie la résistance des chefs réformistes : elle préfère les tenir directement en main.

Où en sommes-nous ?

Les mois de mai-juin de cette année ont connu l'agitation dans les diverses entreprises du pays autour du problème du renouvellement des conventions collectives.

Mais la poussée des luttes ouvrières risquant d'être menaçante, le gouvernement, en accord avec les dirigeants de notre C.G.T. ont rapidement fait adopter la prorogation des conventions collectives, sans aucune des améliorations voulues par les travailleurs.

Pendant ce temps les patrons, eux, « ne perdent pas le Nord » ; voilà ce qu'écrivait par exemple L'Usine, tribune du Comité des Forges :

« L'enquête sur la production répond au vœu exprimé par la C. G. T. dans sa résolution du 4 août. Les industriels ne voient pas d'inconvénients à cette enquête. A la vérité, certains pourraient croire à la manœuvre classique d'entourer : Quand on se trouve devant un cas épineux qu'on ne peut ou ne veut résoudre, on nomme une Commission d'enquête. »

M. Bonnet a promis que l'enquête serait rapide. Nul doute qu'elle n'aboutisse à la conclusion incontestable : la loi des quarante heures, telle qu'elle a été appliquée, comme une règle de fer, ruinerait la France, si on ne l'assouplissait pas. (Supplément au journal L'Usine, n° 34, 28 août 1937.)

Le patronat veut « assouplir » la loi des quarante heures ! Entendons vous bien camarades ? Nous savons ce que cela veut dire. Dans ce cas assouplissement est l'équivalent de torpillage.

Il nous faut donc être vigilants et ne pas nous laisser bernier par les histoires de l'enquête sur la production. Déjà les mineurs faiblissent et acceptent des dérogations (plus exactement ce sont les dirigeants de leur Fédération syndicale qui ont accepté en leur nom).

Nous examinerons comment dans notre prochain article.

férents conflits les plus récents (H.C.-R.B.-S.M.C.A.) pour répondre négativement à cette question.

Et puis cette enquête sur la production, que signifie-t-elle ? Elle a été réclamée par le Comité Confédéral National de notre C. G. T. du 4 août dernier, en vue de remédier aux insuffisances des conditions techniques actuelles de la production capitaliste, à son organisation plus ou moins défectueuse dans tous les domaines.

Pendant ce temps les patrons, eux, « ne perdent pas le Nord » ; voilà ce qu'écrivait par exemple L'Usine, tribune du Comité des Forges :

« L'enquête sur la production répond au vœu exprimé par la C. G. T. dans sa résolution du 4 août. Les industriels ne voient pas d'inconvénients à cette enquête. A la vérité, certains pourraient croire à la manœuvre classique d'entourer : Quand on se trouve devant un cas épineux qu'on ne peut ou ne veut résoudre, on nomme une Commission d'enquête. »

M. Bonnet a promis que l'enquête serait rapide. Nul doute qu'elle n'aboutisse à la conclusion incontestable : la loi des quarante heures, telle qu'elle a été appliquée, comme une règle de fer, ruinerait la France, si on ne l'assouplissait pas. (Supplément au journal L'Usine, n° 34, 28 août 1937.)

Le patronat veut « assouplir » la loi des quarante heures ! Entendons vous bien camarades ? Nous savons ce que cela veut dire. Dans ce cas assouplissement est l'équivalent de torpillage.

Il nous faut donc être vigilants et ne pas nous laisser bernier par les histoires de l'enquête sur la production. Déjà les mineurs faiblissent et acceptent des dérogations (plus exactement ce sont les dirigeants de leur Fédération syndicale qui ont accepté en leur nom).

Nous examinerons comment dans notre prochain article.

Les luttes ouvrières

Les métallos de S.I.M.C.A. veulent vaincre

(suite de la page 1) Le syndicat des métaux aurait dû, selon nous, engager la lutte avec l'ensemble des travailleurs unis contre le même patron. Il a essayé au contraire d'empêcher la lutte et n'a réussi qu'à engager la lutte une fois que le patron a divisé les ouvriers de Levallois et de Nanterre. Notre mot d'ordre : Unir dans la lutte les ouvriers de Levallois et de Nanterre !

Un autre fait grave : un trop grand nombre de techniciens et d'employés restent en dehors du mouvement. La principale responsabilité en revient à ceux qui pour combattre la Fédération des techniciens (CGT) la tiennent à l'écart de la préparation du mouvement. Comment s'étonner si trop de techniciens ne comprennent pas la nécessité d'occuper l'usine? Comment s'en étonner surtout lorsqu'on voit la direction stalinienne des Métaux ne donner aucun mot d'ordre revendicatif qui fasse comprendre aux techniciens la nécessité de participer au mouvement? Il faut unir les ouvriers et les techniciens par des revendications précises.

Cela encore est sérieux. Qu'on relise les discours de Stémet et de Doumy tels que par exemple les relate l'Humanité du 7 septembre. On n'y trouve aucune revendication précise. Un communiqué du comité de grève précise que la grève veut le respect de la convention collective. Mais est-ce cette convention collective qui donnera du travail aux lockoutés et qui empêchera les licenciements? En réalité, il faut préparer par un mouvement général l'amélioration de la convention.

Est-ce que tous les ouvriers et employés ne sentent pas alors combien impose le contrôle de l'embauchage et du débouchage? C'est un mot d'ordre que les ouvriers ont fait accepter à la Fédération des Métaux et à la CGT. C'est le seul mot d'ordre qui peut donner des garanties aux ouvriers. Puisque les patrons ont rompu les contrats collectifs et forcé les travailleurs à la grève, il faut imposer le contrôle par les ouvriers des nouveaux contrats. Alors seulement l'ensemble des travailleurs aura un but précis pour la victoire.

Qui ne sent pas du reste que la so-

lidarité des autres usines et des autres branches d'industrie serait dix fois plus effective si tous les ouvriers sentaient que la lutte se mène à Levallois et à Nanterre pour l'objectif qui est celui de tous : le contrôle des ouvriers sur l'embauchage et le débouchage?

Il suffit pour s'en rendre compte de voir ce qui se passe — rien que dans les grands usines métallurgiques — rien que pour le mois d'août — rien que pour la région parisienne.

C'est, chez Renault, à l'aviation, une centaine de camarades licenciés, chez Caudron une quarantaine. Vendredi dernier c'est Lavalette à St-Ouen où 60 ouvriers et ouvrières sont licenciés et où les dirigeants du syndicat font reprendre le travail sur la simple promesse du patron qu'il « examinera » avec les délégués du personnel les moyens de conserver, éventuellement, les ouvriers licenciés. C'est maintenant Ericson où une cinquantaine de monteuses et d'aide monteuses est menacée de licenciement. On pourrait allonger la liste, toujours en ne comptant que les grandes boîtes de la métallurgie.

Les ouvriers en ont évidemment assez de se laisser grignoter par le patronat. Ils exigent le contrôle ouvrier sur l'embauchage et le débouchage. Il ne s'agit pas pour eux d'un simple coup d'œil sur les papiers de l'embauchage. Pas davantage d'une « réglementation » de l'embauchage par l'Etat qui donnerait à la CGT un droit de contrôle sur... les bureaux de placement.

Lutte pour le contrôle sur l'embauchage

Il s'agit pour eux, comme pour nous, de contrôler dans l'usine le droit du patron à licencier ses ouvriers. Ce qui suppose que les ouvriers ont le droit d'examiner les comptes et les commandes du patron, de contrôler la production. Il s'agit pour eux, en tenant compte de la production nationale, de ne permettre le débouchage dans une usine que lorsqu'une autre usine peut embaucher ces ouvriers. Quel organisme est capable d'exercer ainsi nationalement le contrôle sur l'embauchage et le débouchage? A notre avis : l'ensemble

des délégués de toutes les usines, dans chaque branche d'industrie.

La grève de la S.I.M.C.A. sera d'autant plus assurée de la victoire qu'elle sera appuyée par l'ensemble de la métallurgie. Elle ne peut l'être que sur des mots d'ordres revendicatifs précis comme ceux du contrôle ouvrier de l'embauchage et du débouchage. C'est à notre avis le principal mot d'ordre de la bataille qui va s'engager bientôt au sujet du renouvellement des contrats collectifs.

Les patrons opposeront évidemment une grande résistance à cette revendication précisément parce qu'elle peut seule limiter leur arbitraire. C'est pourquoi les ouvriers ne peuvent compter dans le conflit que sur eux-mêmes, sur leur force unie et combattive.

C'est pourquoi nous ne pouvons pas être d'accord sur les moyens de lutte que la direction des Métaux propose au sujet de la dernière manœuvre d'envergure du patron. En effet, le patron veut de licencier individuellement par lettre recommandée tous les ouvriers et employés de Levallois et de Nanterre. C'était l'excellente occasion de souder les ouvriers de Levallois et de Nanterre dans une bataille commune contre l'exploiteur commun qui fait preuve d'un tel cynisme.

Malheureusement les dirigeants des Métaux ont donné aux grévistes comme seule perspective celle... d'une délégation auprès du gouvernement. Dans cette voie les ouvriers ne peuvent être que roulés par ces MM. de la S.I.M.C.A. et du gouvernement qui réaliseront sur leur dos un soit-disant « compromis » de défaite, comme l'arbitrage qui a mis fin à la grève des H.C.R.B. La victoire ne peut être obtenue, au contraire, que par une riposte révolutionnaire à l'audace patronale, par l'action directe dont les camarades de la S.I.M.C.A. ont donné l'exemple.

Ainsi seulement, par des moyens révolutionnaires ils obtiendront la victoire en soudant en un bloc unique les travailleurs de Levallois et de Nanterre, les ouvriers et les techniciens, en menant la lutte sur les mots d'ordre revendicatifs, avant tout le contrôle des ouvriers sur l'embauchage et débouchage. Leur lutte est celle du prolétariat tout entier!

Et la démocratie syndicale ?

Chez Bidault, à Vitry

A l'entreprise Bidault, à Vitry, travaillant pour la guerre et employant 450 ouvriers, le chef d'atelier de la fonderie, délégué cégétiste des techniciens est licencié.

Les ouvriers songent aussitôt à la résistance pour sauver un camarade qui a pris position dans la lutte antipatronale. Ils s'adressent à leur Syndicat qui les exhorte au calme, aussitôt montrent cartes de la C.G.T. et menacent de les renvoyer et de ne plus payer leurs cotisations si on laisse licencier ce camarade. En attendant la procédure d'arbitrage est engagée et le délégué est hors de l'entreprise.

Nous souhaitons que les ouvriers comprennent à travers ces faits que la politique de collaboration de classe conduit à la défaite du prolétariat et que la seule issue est dans l'action directe collective.

Chez Renault

Un camarade délégué de l'atelier aviation, au surplus membre du parti dit communiste avait des divergences avec la direction de la section syndicale, Vigny, Dupont et autres fidèles du « père des peuples ». Il osa l'exprimer, aussitôt il fut exclu du P. C. et on fit pression pour qu'il démissionne de son poste de délégué. La majorité des ouvriers, qui l'avaient élu une première fois et qui partageaient son point de vue, ont battu la direction stalinienne incapable en renouvelant leur confiance à leur camarade. — Un correspondant.

Marseille

A propos du tract des P.T.T.

Marseille, ce 29 août. Je vois dans la « Lutte Ouvrière » du 24 août des commentaires pas tout à fait exacts du tract tiré par la « Fédération postale, section des B. d. R. », et non pas par la cellule P.O.I. Une mise au point sera nécessaire dans le prochain numéro car cela évitera aux staliniens de broder indéfiniment sur un incident qu'ils ne manqueraient pas d'exploiter.

Le tract distribué, passe dans le domaine public et chacun l'imprime à sa façon. Je ne vois feral pas un grief de lui donner la publicité qu'il vous plaira de lui accorder, mais, considérant la « Lutte » comme un journal très sérieux, vous hésitez pas à informer aussi justement que possible ses lecteurs.

La rédaction du tract n'est donc pas la propriété des sympathisants au P.O.I. mais bien de la Fédération postale, section B. d. R., qui en est signataire. D'ailleurs, un exemplaire ci-joint vous édifiera, et pour éclairer les camarades, sa publication intégrale sera de plus utiles. Je pense que vous ne manquerez pas de le faire.

Je ne doute pas que votre informateur a omis d'en joindre un exemplaire à sa lettre, de là, la confusion qu'il faut dissiper. Salutations révolutionnaires. D'accord avec notre camarade. Ce sont nos camarades du P.O.I. qui nous ont transmis le tract des P.T.T. Mais nous considérons comme beaucoup plus important et significatif le fait que ce tract ait été édité par la Fédération postale des Bouches-du-Rhône.

Nantes

REPONSE A CAMPINCHI

Le 23 août le Ministre de la Marine Nationale, de passage à Saint-Nazaire, est venu visiter les chantiers de constructions navales. Vin d'honneur... Discours... M. Campinchi a tenu, avec cynisme, un discours qui a dû faire bien plaisir aux dirigeants de l'industrie.

A PROPOS DE MAKHNO ET DE CRONSTADT

L'article de Trotsky que nous reproduisons ci-dessous d'après le Bulletin de l'opposition russe est une réponse à une lettre de Wendelin Thomas au sujet des « origines » de la dégénérescence de l'Internationale Communiste. W. Thomas est un ancien membre du Parti Communiste Allemand, député au Reichstag de 1920 à 1924, exclu en 1926, qui collabore actuellement au Comité de New-York sur les procès de Moscou.

La réponse de Trotsky atteint en plein les raisonnements tenus par des éléments anarchistes ou inspirés de B. Souvarine, comme nous en entendons souvent depuis quelques temps. On cherche le « péché originel » du bolchevisme dans Lénine, dès 1917, pour les uns, dès 1904 pour les autres. On déclare que Trotsky avait lui-même donné l'exemple de la répression qui atteint aujourd'hui les anciens bolcheviks; que les « méthodes » du bolchevisme (assimilées pour la cause à celles de Staline) ont amené fatalement la perte de l'Internationale Communiste, etc... C'est sur ce genre d'antinomies verbales et de critique après-coup qu'est bâti, par exemple, l'ouvrage de Souvarine consacré à Staline (pour la forme) et à Lénine et Trotsky (pour le fond).

Bien entendu, le dénoyement de la révolution russe tout entier est soumis à la critique du prolétariat international. Les camarades syndicalistes de la Révolution prolétarienne protestent contre l'analyse que donne Trotsky du rôle de Makhno et du sens des événements de Cronstadt en 1921.

Les anarchistes ont depuis longtemps donné une opinion nette à ce propos. Mais les éléments qui louvoient entre le libéralisme et le marxisme se contentent d'une psychologie rétrospective qui ne

vaut pas mieux que l'antienne : « Si le nez de Cléopâtre avait été plus long, la face du monde en eût été changée... »

La seule question à laquelle il soit utile de répondre est celle-ci : la révolution triomphante, mais minée par les contradictions sociales et économiques de la guerre civile (imposée aux ouvriers russes, ne l'oublions pas, par la carence du prolétariat européen), eut-elle raison de briser des mouvements dont le déploiement signifiait l'ouverture des partis à la démocratie capitaliste et à son programme social ? Trotsky répond oui, et nous croyons que rien ne permet dès aujourd'hui de modifier son analyse.

Les pertes humaines de la guerre civile, celles des campagnes d'Ukraine comme les autres, n'ont jamais pu réjouir les révolutionnaires. Mais qu'on n'oublie pas que c'est avec des raisonnements inverses que la révolution espagnole risque de périr. En Espagne, le fétichisme de la démocratie petite-bourgeoise, la hantise des luttes fratricides, a conduit à une guerre civile larvée bien plus atroce, et dans laquelle le prolétariat ne dispose pas du pouvoir pour limiter au maximum les dégâts.

Saisissons d'ailleurs l'occasion pour détruire la légende qui veut que Cronstadt-1921 ait été un immense massacre. La vérité est autre. Les insurgés enfermés ont été pris à revers, sur la glace, par des détachements recrutés dans le sein même du Congrès communiste réuni, couverts de toiles blanches et invisibles. Une habile manœuvre intérieure avait aussi privé les insurgés de leurs boltes, indispensables en cette saison pour combattre. La citadelle fut cernée et prise avec des pertes insignifiantes. Les principes anarchistes y périrent beaucoup plus largement que les hommes.

beries, sous le couvert des vérités éternelles de la morale.

Votre appréciation de l'insurrection de Kronstadt de 1921 est radicalement erronée. Kronstadt avait été complètement vidée des matelots les meilleurs, vides de dévoués, et ceux-ci jouaient un rôle important sur le front et dans les soviets locaux de tout le pays. Il restait la masse grise avec de grandes prétentions (« Nous, ceux de Kronstadt! »), mais sans éducation politique et sans disposition aux sacrifices révolutionnaires. Le pays était affamé. Ceux de Kronstadt étaient fatigués des privilèges. L'insurrection fut dictée par le désir de recevoir une ration privilégiée. Les matelots avaient des canons et des navires. Tous les éléments réactionnaires, aussi bien en Russie qu'à l'étranger, s'accrochèrent alors à l'insurrection. L'émigration blanche réclamait l'envoi de renforts aux insurgés. La victoire de l'insurrection n'aurait rien apporté d'autre que la victoire de la contre-révolution, tout à fait indéniablement des idées qui pouvaient être dans la tête des matelots. Mais même ces idées étaient profondément réactionnaires. Elles reflétaient l'hostilité du paysan arriéré pour l'ouvrier, l'arrogance du soldat ou du matelot pour Pétersbourg « civil », la haine du petit bourgeois pour la discipline révolutionnaire. Ainsi, le mouvement avait un caractère contre-révolutionnaire, et comme les insurgés s'étaient emparés des armements de la forteresse, on ne pouvait les écraser que par la force des armes.

Non moins erronée est votre appréciation de Makhno. Par lui-même, il était un mélange de fanatisme et d'aventurier. Mais il devint le centre des tendances qui provoquèrent l'insurrection de Kronstadt. La cavalerie est en général le genre de troupes le plus réactionnaire. L'homme

La Société Nationale des Chemins de fer

(suite de la page 1)

nous l'avons vu. Ensuite, ils conservent le domaine privé (immeubles, locaux et matériel technique de construction et réparation), et peuvent le louer à la Société; enfin, il leur est alloué :

49% du capital social

Total : 695.519.000 plus 49% du capital social!

Il s'agit en somme d'une dénationalisation, pour laquelle les capitalistes, touchent les bénéfices, « l'indemnité » d'une nationalisation, tout en restant propriétaires de la moitié de l'industrie « nationalisée », et tout en restant bien entendu (comme dans les « nationalisations » en régime capitaliste) les vrais maîtres du marché avec le capital financier.

Le tout sans risques, et aux frais des travailleurs!

Restent les économies que MM. Bonnet, Queuille et autres radicaux vont pratiquer sur le dos du personnel, en rationalisant et en « comprimant » les dépenses.

Le devoir de chaque travailleur est de dénoncer le vol capitaliste que constitue la Société nationale des chemins de fer, de démasquer les fausses ou demi-nationalisations pour renflouer les capitalistes, de s'élever contre les nouveaux rachats et indemnités (d'ailleurs prévus par le Plan de la C.G.T.) et de lutter pour imposer les véritables nationalisations; l'expropriation sans indemnité des gros capitalistes, par les ouvriers eux-mêmes, par le pouvoir ouvrier et paysan, seul moyen d'assurer le bien-être du personnel, ainsi que la marche de la production, dans l'intérêt du peuple travailleur.

# La Lutte Ouvrière doit redevenir hebdomadaire

LE 1<sup>er</sup> OCTOBRE, le prix de La Lutte Ouvrière sera porté à 0 fr. 75; aux dépositaires, aux cellules faisant la vente à la criée, l'exemplaire sera laissé à 0 fr. 50.

Les journaux du mois précédent devront être payés dans les 5 premiers jours de chaque mois; en cas de non-paiement les envois seront automatiquement diminués et le mois suivant supprimés.

Nous regrettons vivement d'avoir à appliquer strictement de telles décisions; mais l'ensemble de nos frais et la négligence de trop nombreux camarades nous obligent à prendre, pour assurer la vie de « La Lutte Ouvrière », des mesures énergiques.

ABONNEZ-VOUS :

Membres du P.O.I. et des J.S.R., sympathisants, lecteurs au numéro, il ne vous reste plus que 20 jours pour bénéficier du tarif actuel : 13 numéros pour 5 francs, etc...

A partir du 1<sup>er</sup> octobre, le tarif des abonnements sera modifié.

ABONNEMENT DE PROPAGANDE

A la place des 13 numéros pour 5 fr., et pour faciliter la propagande auprès de tous nos sympathisants, à partir du 1<sup>er</sup> octobre, il sera créé un abonnement de propagande : 10 numéros pour 5 francs; mais cet abonnement ne pourra être renouvelé que par un de 3, 6 ou 12 mois.

Abonnez-vous aujourd'hui même; ainsi vous paierez seulement 0 fr. 40 un journal qui sera vendu 0 fr. 75; cela vous aidera dans la diffusion mais, attention à la date limite!

CONCOURS D'ABONNEMENTS

A la demande de plusieurs collecteurs et par suite de la date d'application du nouveau tarif, la date limite de participation au concours est également reportée au 1<sup>er</sup> octobre; nous espérons avoir ce mois-ci un afflux considérable d'abonnés : 13 numéros pour 5 francs.

CAMARADES ! tous au travail pour que La Lutte Ouvrière reparte le 1<sup>er</sup> octobre hebdomadaire et plus forte que jamais !

Il nous faut un fonds de 20.000 francs !

Chaque semaine nous apportons des souscriptions encourageantes. Maintenant, il nous faut les déceper, pour constituer le fonds indispensable au redéploiement hebdomadaire : IL NOUS FAUT AU PLUS VITE 20.000 Francs ! Collectez ! Demandez-nous des listes de souscriptions, et versez sans tarder au C. C. P. Bardin-1907-81, Paris !

Première liste

SOUSCRIPTION

Un ouvrier de Citroën..... 20 >

A. Béhel, pour la L. O..... 16 >

Demby..... 50 >

Phalange 18<sup>e</sup>. P. O. L..... 50 >

Willaume..... 10 >

13<sup>e</sup> rayon. Journée de salaire..... 34 25 >

Cazaubon..... 4 >

20<sup>e</sup> P. O. I. Phalange..... 20 >

Les Postiers de Marseille, pour protester contre les calomnies dans les rangs ouvriers et aider la Lutte Ouvrière, journal des travailleurs..... 131 >

Phalange 18<sup>e</sup> (suite)..... 10 >

Berger..... 30 >

Bambino (20<sup>e</sup>)..... 10 >

Sceaux..... 120 >

Galiène..... 100 >

Marcelle (13<sup>e</sup>)..... 100 >

Cot (19<sup>e</sup>)..... 30 >

Cot (19<sup>e</sup>-sept.)..... 30 >

Phalange. Suzanne..... 5 >

Un ouvrier de Citroën (2<sup>e</sup> vers.)..... 25 >

Sympathisant (10<sup>e</sup>)..... 10 >

Total..... 805 25

En outre, une souscription de 361 fr. 60 a été envoyée pour le P.O.I. (Ma. Yougoslavie, 400 Kc).

« LA LUTTE OUVRIÈRE » EST EN VENTE

Cannes — Librairie, 4, rue d'Antibes.

Chartres — Faucons Rouges, 47, rue d'Illy.

Le Havre — Librairie 59 et 144 Cours de la République; Kiosques journaux, C.G.F.T., quai des Etats-Unis.

Hypères — Kiosque de la place.

Marseille — Kiosques; Dépôt K. Bourse du Travail.

Montpellier — Librairie Sociale, 11, rue du Palais.

Nice — Librairie, 15, rue Assalit.

Nîmes — Tobac-journaux, 80, Boulevard Gambetta, et 36, Boulevard Victor-Hugo.

Perpignan — Kiosque journaux, place Arago.

Prades — Respaud, journaux, route Nationale.

Rouen — Kiosque journaux, coin Cours Boildieu, Rue du Grand Pont et coin quai de Paris, Pont Corneille.

Strasbourg — Dans tous les kiosques Hamel.

Toulon — Dans tous les kiosques.

Convocations

15<sup>e</sup> cellule. — La réunion a lieu tous les vendredis, lieu habituel.

20<sup>e</sup> cellule. — Tous les mercredis, lieu habituel.

Marseille. — Permanence rayon dimanche matin, de 11 h. à 12 h., Bar dégustation Noailles, 16, marché des Capucins (face vieille B. du Travail).

Le C.C. des J.S.R. nous informe qu'il a exclu Henri Lamotte pour indiscipline grave, et nous demande de rendre publique cette décision.

# Le fascisme et les élections cantonales

(suite de la page 1)

Ce n'est pas d'aujourd'hui que Doriot fait de l'œil — pour rentrer dans son front de la liberté — non seulement au « Parti Radical Français » fantomatique — mais aussi au Parti de la rue de Valois. Quant à La Rocque il propose de faire entrer dans la combinaison « les radicaux-socialistes combattus par des socialistes et communistes ». Il prétend avoir conclu du reste, dès maintenant plusieurs accords avec des candidats radicaux. Que la rédaction du Populaire simule l'indignation et fasse semblant de croire qu'il s'agit de simple calomnie, tout cela ne donne nullement le change. Il est plus que probable qu'en effet de semblables accords existent dès maintenant. Le rédacteur du Populaire en appelle à la dignité des radicaux parce que Casimir parle de faire « l'aumône » des suffrages croix de feu. Allons donc, les politiciens radicaux ne sont pas si susceptibles. Un bulletin de vote est un bulletin de vote.

Ainsi les fascistes se servent pour leurs buts électoraux de toute une aile radicale avant de se servir du parti radical tout entier. Mais ils répètent à l'envie que les élections sont pour eux secondaires. Ce qui importe pour eux, c'est la lutte armée contre les marxistes. Et les élections cantonales leur servent d'occasion pour le regroupement de leurs forces. Aux ouvriers révolutionnaires de veiller au grain.

Auger.

« Pendant 13 mois les fonctionnaires ont pratiqué vis-à-vis du Gouvernement Léon Blum la collaboration la plus franche et la plus efficace. Ont-ils été payés de retour ? Je dis non. Un chantage permanent s'est exercé, laissant entrevoir la menace du gouvernement de quitter le pouvoir plutôt que d'entrer en conflit avec les organisations syndicales de fonctionnaires. Résultat ? Lutte incessante et stérile pendant 13 mois pour nos revendications primordiales et ensuite démission du gouvernement devant l'obstruction du Sénat.

Peut-on affirmer sérieusement que la nouvelle formation gouvernementale représente le Front populaire ? Quelle plaisanterie ! Il suffit de réfléchir une minute pour se rendre compte qu'il n'est pas possible que des hommes comme l'actuel ministre des Finances, élus sur un programme anti-Front populaire soit chargé de réaliser le programme de celui-ci.

Mais où cela devient dangereux, c'est que malgré que les premières mesures financières prises aient dégagé la véritable physiologie du nouveau gouvernement, certains s'obstinent à proclamer que le Front populaire continue, laissant entendre que les obligations de juin 1936 demeurent...

« Réunis au nombre de 800, le 3 août, ils (les postiers) ont décidé la démonstration sur le lieu du travail, décision mise en application le 6 août.

Tous les centres du Rhône y ont participé unanimement. De 6 heures du matin à minuit, Villeurbanne, Tarare, Oullins, Givors, Villefranche, Gallure, Lyon ont cessé le travail pendant 30 minutes à tour de rôle, remettant aux chefs de services l'ordre du jour contenant le rappel des revendications locales et générales.

Si ce fut une manifestation imposante pour l'unanimité, la discipline

et l'organisation, c'est aussi une indication pour la Fédération Postale qu'elle doit engager la bataille au plus tôt. Il y va du prestige des organisations, il y va de la vie même de la Fédération.

Les employés des P.T.T. du Rhône ayant manifesté ainsi leur volonté de voir cesser une passivité préjudiciable aux intérêts de la corporation ont décidé, en outre, que si aux premiers jours d'octobre, des résultats substantiels n'étaient pas acquis, l'action reprendrait sous une forme plus énergique encore.

A la Fédération Postale de faire en sorte que cette action soit nationale.

G. PORRO.

« Nos camarades du Rhône ont déjà pu juger de l'appui que leur ont apporté Fédération Postale, C.G.T. et autres organisations ainsi que la presse du Front Populaire !

Signalons en outre que la section fédérale des P. T. T. de la Drôme s'est solidarisée avec le mouvement du Rhône; dans la Région parisienne tout a été fait pour cacher ce mouvement; nous pensons que les sections syndicales de la Région parisienne doivent exiger une assemblée générale de tous les postiers syndiqués avec un rapport fédéral sur la situation et les perspectives de lutte et ensuite la parole à la base en assemblée générale des syndiqués !

En ce qui nous concerne plus particulièrement la Lutte Ouvrière, nous mettons nos colonnes à l'entière disposition des postiers en lutte pour arracher les 40 heures, la revalorisation des traitements sur la base de 12.800 puis l'échelle mobile, la titularisation de tous les auxiliaires, etc...

Il n'y a plus à ergoter, la Fédération postale doit envisager la lutte, l'arrêt du travail avec toutes les formes nouvelles de grève !

Camarades des P.T.T. lisez « La Lutte Ouvrière » qui vous informera, écrivez-lui, abonnez-vous et diffusez-la !

MANUT, P.T.T., membre du P.O.I.

Note. — Il n'est plus possible à notre fraction syndicale de continuer l'envoi de son Bulletin : La Tribune des P.T.T., grâce aux nouveaux tarifs postaux; mais la Tribune des P.T.T. paraîtra chaque mois dans La Lutte Ouvrière !

# Une grève-avertissement des P.T.T. du Rhône

Bien que le fait soit déjà vieux d'un mois, il n'est pas trop tard, à notre avis, pour informer les travailleurs du mouvement des employés des P. T. T. du Rhône.

Nous ne saurions mieux faire pour cela, que de reproduire l'essentiel de l'article du secrétaire de la Section syndicale, inséré dans Le Ralliement des P. T. T. du 25 août.

« Pendant 13 mois les fonctionnaires ont pratiqué vis-à-vis du Gouvernement Léon Blum la collaboration la plus franche et la plus efficace. Ont-ils été payés de retour ? Je dis non. Un chantage permanent s'est exercé, laissant entrevoir la menace du gouvernement de quitter le pouvoir plutôt que d'entrer en conflit avec les organisations syndicales de fonctionnaires. Résultat ? Lutte incessante et stérile pendant 13 mois pour nos revendications primordiales et ensuite démission du gouvernement devant l'obstruction du Sénat.

Peut-on affirmer sérieusement que la nouvelle formation gouvernementale représente le Front populaire ? Quelle plaisanterie ! Il suffit de réfléchir une minute pour se rendre compte qu'il n'est pas possible que des hommes comme l'actuel ministre des Finances, élus sur un programme anti-Front populaire soit chargé de réaliser le programme de celui-ci.

Mais où cela devient dangereux, c'est que malgré que les premières mesures financières prises aient dégagé la véritable physiologie du nouveau gouvernement, certains s'obstinent à proclamer que le Front populaire continue, laissant entendre que les obligations de juin 1936 demeurent...

« Réunis au nombre de 800, le 3 août, ils (les postiers) ont décidé la démonstration sur le lieu du travail, décision mise en application le 6 août.

Tous les centres du Rhône y ont participé unanimement. De 6 heures du matin à minuit, Villeurbanne, Tarare, Oullins, Givors, Villefranche, Gallure, Lyon ont cessé le travail pendant 30 minutes à tour de rôle, remettant aux chefs de services l'ordre du jour contenant le rappel des revendications locales et générales.

Si ce fut une manifestation imposante pour l'unanimité, la discipline

et l'organisation, c'est aussi une indication pour la Fédération Postale qu'elle doit engager la bataille au plus tôt. Il y va du prestige des organisations, il y va de la vie même de la Fédération.

Les employés des P.T.T. du Rhône ayant manifesté ainsi leur volonté de voir cesser une passivité préjudiciable aux intérêts de la corporation ont décidé, en outre, que si aux premiers jours d'octobre, des résultats substantiels n'étaient pas acquis, l'action reprendrait sous une forme plus énergique encore.

A la Fédération Postale de faire en sorte que cette action soit nationale.

G. PORRO.

« Nos camarades du Rhône ont déjà pu juger de l'appui que leur ont apporté Fédération Postale, C.G.T. et autres organisations ainsi que la presse du Front Populaire !

Signalons en outre que la section fédérale des P. T. T. de la Drôme s'est solidarisée avec le mouvement du Rhône; dans la Région parisienne tout a été fait pour cacher ce mouvement; nous pensons que les sections syndicales de la Région parisienne doivent exiger une assemblée générale de tous les postiers syndiqués avec un rapport fédéral sur la situation et les perspectives de lutte et ensuite la parole à la base en assemblée générale des syndiqués !

En ce qui nous concerne plus particulièrement la Lutte Ouvrière, nous mettons nos colonnes à l'entière disposition des postiers en lutte pour arracher les 40 heures, la revalorisation des traitements sur la base de 12.800 puis l'échelle mobile, la titularisation de tous les auxiliaires, etc...

Il n'y a plus à ergoter, la Fédération postale doit envisager la lutte, l'arrêt du travail avec toutes les formes nouvelles de grève !

Camarades des P.T.T. lisez « La Lutte Ouvrière » qui vous informera, écrivez-lui, abonnez-vous et diffusez-la !

MANUT, P.T.T., membre du P.O.I.

Note. — Il n'est plus possible à notre fraction syndicale de continuer l'envoi de son Bulletin : La Tribune des P.T.T., grâce aux nouveaux tarifs postaux; mais la Tribune des P.T.T. paraîtra chaque mois dans La Lutte Ouvrière !

# Aidez le Secours Rouge !

Les initiatives et les bonnes volontés se recueillent autour de notre Secours Rouge. Les camarades qui se sont engagés à verser des cotisations régulières le font avec beaucoup de conscience. Nous demandons aux autres de ne pas nous obliger à faire appel à eux et de joindre le geste à la parole donnée.

Un camarade médecin s'est mis à la disposition du Secours Rouge. Qu'il trouve ici nos remerciements. Nous voudrions que cet exemple puisse susciter d'autres bonnes volontés et d'autres initiatives.

Verser au c. c. p. Filâtre - Maisons-Alfort - 2148.36 - Paris.

Cotisations hebdomadaires : Horo, 30 fr.; Odette, 5 fr.; Ida, 5 fr. — Souscriptions : Aline, 10 fr.; Sabas, 100 fr.; Trol, 20 fr.; Manut, 5 fr. — Total : 165 fr.

# PUBLICATIONS POPULAIRES

OUVRAGES DE L. TROTSKY

La révolution trahie (1937)..... 18 >

L'Internationale communiste après Lénine (1928)..... 24 >

La Révolution Permanente..... 24 >

La bureaucratie stalinienne et l'assassinat de Kirov..... 3 >

La nouvelle constitution de l'U.R.S.S..... 1 >

Où va la France ?..... 7 50 >

Cours Nouveau (1923)..... 3 >

Vers le Capitalisme ou vers le Socialisme (1925)..... 3 >

Et Maintenant ? (1932)..... 3 >

La Seule voie (1932)..... 2 >

Lénine. L'Etat et la Révolution..... 4 >

Lénine. K. Marx et sa doctrine..... 2 50 >

Marx et Engels. Manifeste communiste..... 2 >

Thèses, manifestes et résolutions des quatre premiers congrès de l'I.C. .... 20 >

A. Rosmer. Histoire du mouvement ouvrier pendant la guerre..... 36 >

A. Gide. Retour de l'U.R.S.S..... 6 >

A. Gide. Retouches à mon Retour de l'U.R.S.S..... 9 >

C. Naville. A. Gide et le Communisme..... 5 >

Victor-Serge. Destin d'une révolution..... 18 >

L. Sedon. Livre rouge sur le procès de Moscou..... 3 >

F. Adler. Encore un procès en sorcellerie..... 0 25 >

Sur le procès de Moscou : 18 questions, 18 réponses..... 0 50 >

Que veut le P.O.I. ?..... 1 >

(par 10 exemplaires)..... 8 >

Compte chèque postal : Naville-1333-80-Paris, 15, passage Dubail, Paris (10<sup>e</sup>).

# Marseille

# A l'aide des Caissiers-Layettiers

Un groupe d'ouvriers nous adresse une lettre dont nous extrayons les intéressantes réflexions qui suivent :

« La classe ouvrière espère beaucoup dans la lutte qui va s'engager au sujet du renouvellement des contrats collectifs, en octobre. Les ouvriers espèrent qu'on va répondre enfin, par un mouvement d'ensemble à l'offensive patronale qui nous reprend dans le détail les avantages que nous avons arrachés par les grèves de juin.

Dans de nombreuses usines les ouvriers bougent. Les responsables communistes encouragent ces espoirs dans les mouvements d'octobre. Mais en même temps ils ne donnent aucun mot d'ordre. Le contrôle des ouvriers sur l'embauche et le débouchage se réduit de plus en plus en une réglementation de l'embauche par les organismes d'Etat. Plus on approche du renouvellement des contrats, plus les mots d'ordre syndicaux deviennent vagues...

On ne s'occupe pas non plus d'organiser les ouvriers contre les bandes fascistes (voire la police) qui les attaqueront en cas de grève.

Que veulent donc les chefs stalinien ? Ils cherchent à obtenir des postes dans le gouvernement pour rendre effectif le traité militaire franco-soviétique. Ils craignent — avec raison — que leur succès probable aux élections cantonales ne suffise pas à déterminer leur acceptation dans le cabinet. Aussi comptent-ils sur le mouvement gréviste pour faire du chantage sur les radicaux et imposer à Chautemps-Bonnet-Delbos de leur accorder quelques sous-secrétariats. — « Seuls nous, stalinistes — nous avons le contrôle de la classe ouvrière. Donnez-nous satisfaction et nous ferons rentrer les ouvriers dans l'ordre. »

En France se prépare la répétition des événements espagnols.

Mais nous ne voulons pas marcher pour servir de base de manœuvres aux combines parlementaires des stalinistes. Il faut préparer l'action pour le renouvellement des contrats collectifs avec les mots d'ordre revendicatifs qui tiennent à cœur aux ouvriers :

l'échelle mobile des salaires sur la base des indices syndicaux;

les garanties aux délégués-ouvriers; et avant tout le contrôle ouvrier sur l'embauche et le débouchage — qui conduira au contrôle ouvrier sur la production.

C'est la seule manière de souder les ouvriers en un bloc cohérent et d'obtenir la victoire. »

# Ce qu'ont été les événements de Brest en 1935

Dans notre précédent numéro, nous avons publié le début des souvenirs d'un ouvrier de Brest sur la révolte des travailleurs des arsenaux contre les décrets-lois Laval-Herriot.

Notre camarade rappelait la répercussion de ces décrets de misère; la provocation de la préfecture maritime qui prétendit faire travailler les ouvriers sous la menace de baïonnettes; la grève, puis l'assassinat de Baraer et de Chevalier; enfin, les bagarres qui s'étendirent le 7 et 8 août 1935, dans les quartiers principaux de Brest.

Dans la fin de l'article est retracée la conclusion du mouvement, qui fut la magnifique préface de la levée prolétarienne de juin 1936.

Déjà, le Front Populaire avait basement calomnié les ouvriers de Brest et de Toulon. L'Humanité parlait de « la lie du peuple », de provocateurs. Seuls, les bolchéviks-léninistes prirent leur défense. Une édition spéciale de Révolution, organe des Jeunes, fut saisie et des mandats d'arrêt lancés...

Au moment de la nouvelle phase de lutte, retenons l'exemple de Brest et de Toulon !

A 20 h. 30, tous les militants sont à la Maison du Peuple, lorsqu'un jeune copain vient prévenir que dans la rue de Siam et place Anatole-France des bagarres ont lieu. C'est exact, des milliers de gardes mobiles sont arrivés à Brest, et après les événements de la Préfecture des patrouilles circulent qui arrêtent tous les passants. Des charges ont lieu. Place Anatole-France une charge se produit. Deffigue, accompagné de son frère et de son beau-frère, se trouve sur la place, devant la charge, il se réfugie sur les marches de l'Hôtel des Postes où beaucoup de passants se sont réfugiés; les gardes arrivent et d'un coup de crosse l'un d'eux assomme Deffigue; c'est un père de 4 enfants. Le lendemain Deffigue mourait. Quelques instants après, dans tous les coins de la ville des bagarres avaient lieu, il y eut beaucoup de blessés de part et d'autre.

Le mercredi 7, les copains ont la joie de voir que le service de désordre est disparu de l'arsenal, ils entrent dans leurs ateliers, mais les événements de la veille les incitent à la discussion. De faux bruits circulent tant à l'arsenal, qu'en ville. Dans l'arsenal on dit que les dockers, les P.T.T. et les Cheminots ont débrayé, ce qui est faux. En ville l'on dit que les ouvriers de l'arsenal manifestent à nouveau, ce qui est également faux. Tous ces faux bruits ont pour résultat d'arrêter à nouveau le travail. En effet, à treize heures, tous les gars de l'arsenal sortent en ville et c'est un meeting derrière la Maison du Peuple au Bois-de-Boulogne. Ce meeting prend fin vers 16 heures, les copains s'en vont tranquillement et sans chanter la mort de Baraer et de Deffigue les attriste. Mais en arrivant place de la Liberté, tous les chemins sont barrés par les gardes-mobles, et c'est la charge de tous les côtés, les copains ramassent des pierres qu'ils lancent sur les mercenaires, de tous les côtés c'est la bagarre, et jusqu'à plus de minuit dans tous les coins de la ville, il en sera ainsi.

Sur les 21 heures un camarade qui passait rue Fautras est assommé par les coloniaux; on l'envoie à l'hôpital Maritime où on le trépane immédiatement; plusieurs jours il restera entre la vie et la mort; à différentes reprises le bruit de son décès circulera, ce qui provoque une grande effervescence.

Le jeudi on enterre Baraer. La foule est évaluée à 30.000. Le service d'ordre est ramassé, les bistrotiers fermés jusqu'à 18 heures. Mais il a fait très chaud, les copains sont surexcités, aussi vers 19 heures les bagarres recommencent dans presque tous les coins de la ville.

Pendant ces événements plusieurs politiciens de gauche sont venus enquêter. Ils savaient promis beaucoup de choses, entr'autres le limogeage de Noël, chef d'Etat-Major, cause des émeutes qui coûtèrent trois vies et des centaines de blessés. Comme sanction, à ma connaissance, Noël est au Ministère de la Marine depuis l'avènement du front populaire !

Après les incidents de Japy

C'est avec plaisir, que nous Nord-Africains, avions appris (par tracts), la tenue d'un meeting sous l'égide de la C.G.T. à Japy pour discuter nos revendications. Aussi avons-nous fait une large propagande auprès des nôtres, qui ont assisté en grand nombre.

Nous avions écouté avec beaucoup d'intérêt, les appels à la fraternité — que nous désirons tant — du camarade président du séance.

Mais nous ne vous cachons pas notre surprise de ce que ce dernier à plusieurs reprises, vient au micro pour insister sur le « calme »; pendant que l'auditoire écoutait avec un silence religieux. Est-ce que le président prévoyait à l'avance du chahut ?

D'autre part, il nous semblait que nous étions appelés dans ce meeting à ne discuter que strictement de nos revendications sur le terrain syndical. Or, nous ne pouvons nous expliquer la singulière attitude de Carrasson et du délégué de Marseille, qui ont cru nécessaire d'attaquer notre organisation politique et, discréditer nos responsables; en les salissant du qualificatif « fascistes ». Qualificatif qui n'a pas manqué de soulever l'indignation juste de l'auditoire.

Le calme serait vite revenu, au moment où un de nos amis se montra, accueilli par un vif applaudissement. Malheureusement les fanatiques de l'espèce de Bouchafaa, Carrasson et cherif de Marseille se mirent à bousculer les gens pour créer un incident. Est-ce pour cela que le président multipliait les appels au calme dès le début ?

Nous syndiqués Nord-Africains; nous élevons une énergique protestation contre les fautes de cet incident. Nous protestons aussi contre les manœuvres de division que certains responsables des syndicats essayent de faire parmi nous en attaquant notre organisation politique, Parti Populaire Algérien, qui n'a rien à voir dans les réunions syndicales.

Vive la C.G.T. Vive nos revendications. A bas le projet Viollette, les fascistes, les diviseurs, et les traîtres !

Pour les syndiqués Nord-Africains : Senhadji, Sali Said ouamar, Si Meziane, Menquellat, Kheder.

A la suite de cette agression contre les camarades de l'ancienne Etoile Nord-Africaine, ceux-ci convoquent pour le samedi 14 août un meeting, au Cinéma Exelsior, rue Fagon. Devant un millier d'auditeurs, les orateurs algériens définitivement leurs positions en répondant aux provocateurs stalinistes. Notre camarade Rousset défendit, au nom du P.O.I., l'alliance prolétarienne des ouvriers de France et d'Algérie contre l'impérialisme.

Dans notre précédent numéro, nous avons publié le début des souvenirs d'un ouvrier de Brest sur la révolte des travailleurs des arsenaux contre les décrets-lois Laval-Herriot.

Notre camarade rappelait la répercussion de ces décrets de misère; la provocation de la préfecture maritime qui prétendit faire travailler les ouvriers sous la menace de baïonnettes; la grève, puis l'assassinat de Baraer et de Chevalier; enfin, les bagarres qui s'étendirent le 7 et 8 août 1935, dans les quartiers principaux de Brest.

Dans la fin de l'article est retracée la conclusion du mouvement, qui fut la magnifique préface de la levée prolétarienne de juin 1936.

Déjà, le Front Populaire avait basement calomnié les ouvriers de Brest et de Toulon. L'Humanité parlait de « la lie du peuple », de provocateurs. Seuls, les bolchéviks-léninistes prirent leur défense. Une édition spéciale de Révolution, organe des Jeunes, fut saisie et des mandats d'arrêt lancés...

Au moment de la nouvelle phase de lutte, retenons l'exemple de Brest et de Toulon !

A 20 h. 30, tous les militants sont à la Maison du Peuple, lorsqu'un jeune copain vient prévenir que dans la rue de Siam et place Anatole-France des bagarres ont lieu. C'est exact, des milliers de gardes mobiles sont arrivés à Brest, et après les événements de la Préfecture des patrouilles circulent qui arrêtent tous les passants. Des charges ont lieu. Place Anatole-France une charge se produit.